



Paris, le 22 juillet 2022

COMMUNIQUE DE PRESSE

Juillet 1983 jusqu'à juillet 2022. Lutte de « POUVOIR » au Sri Lanka.

La souveraineté d'un pays appartient au peuple qui élit par son vote celui qui le gouvernera. Comme la démocratie est le droit du peuple, le même peuple peut aussi reprendre et protester contre la démocratie peuvent également ouvrir la voie à l'expulsion de la ou des personnes pour lesquelles ils ont voté, lorsque la situation est nécessaire et importante pour arrêter la destruction du pays.

Le peuple sri-lankais, lors de l'élection présidentielle de novembre 2019, a voté et élu comme président Gotabaya Rajapaska avec 6 924 255 voix (52,25 %) des électeurs et pour l'élection du parlement national en août 2020, le parti familial du Rajapaska Sri Lanka Podujana Peramuna et son alliance ont remporté 145 sièges sur un total de 212 sièges avec 6 853 690 voix (59,09%) des électeurs.

Lorsqu'il a été élu, Gotabaya Rajapaska a déclaré au peuple qu'il avait été élu président par le peuple cinghalais et a aussi déclaré que les Tamouls et les musulmans n'avaient pas voté pour lui.

Gotabaya Rajapaska a par ailleurs déclaré qu'il ferait tout pour le peuple cinghalais et le bouddhisme. Pour la majorité cinghalaise du Sri Lanka, les frères sont des "héros de guerre", des dirigeants forts dont ils pensent que leur pays a besoin pour assurer leur sécurité.

Le besoin d'un leadership solide a été vivement ressenti par de nombreux Sri Lankais pour la protection de la nation bouddhiste. Il a créé un groupe de travail archéologique spécial sous la direction d'un général militaire pour la protection du bouddhisme et a également nommé le chef du BDS, un moine bouddhiste, pour créer "Un pays, une loi". Après tout, c'était le patronage de Gotabaya du Bodu Bala Sena (Armée du pouvoir bouddhiste), un groupe de voyous cinghalais-bouddhistes, qui a déclenché le ciblage des musulmans de l'île en 2012.

Les mêmes frères, Rajapaska et ses forces armées, étaient responsables de la guerre contre les Tamouls dans le Nord et l'Est avec plus de 70 000 personnes tuées et plus de 140 000 personnes portées disparues, pour lesquelles le Sri Lanka fait face à plusieurs résolutions au Conseil de Droit de l'homme de Nations Unies

La Maison du Tamil Eelam
 Centre de Protections des Droits du Peuple Tamoul
 28 Place de la Chapelle- 75018 Paris- Siret N° 527 913 933 00018
 Tel : 06 52 72 58 67 – email : mte.france@gmail.com

Mais la politique de division a détruit le pays.

La politique de divisions des communautés ethniques, qui a commencé il y a 73 ans, et le pogrom de juillet 1983 contre les Tamouls, où les entreprises des Tamouls ont été réduites en cendres à Colombo et dans d'autres parties de l'île. Les Tamouls ont été brûlés vifs, les prisonniers politiques, tamouls, torturés et tués dans la prison. À cette époque, le président du Sri Lanka était JR Jayawardena et l'un de ses ministres était l'actuel président nommé par le parlement, Ranil Wickramasingha. À cette époque, le Premier ministre JR Jayawardhana a déclaré qu'il était heureux si le peuple cinghalais était heureux pendant ce pogrom.

En mars 2022, voyant que leurs politiciens avaient laissé tomber le peuple et avaient volé les richesses du pays, les gens qui ont voté massivement et élu les Rajapaskas et leurs députés sont descendus sur les routes contre le président, le premier ministre et leur ont demandé de partir une façon.

Les gens ont envahi Galle Face et ont protesté pacifiquement jour et nuit.

Le pays est secoué par des troubles civils depuis mars, les manifestations devenant parfois violentes alors que la colère monte face à la mauvaise gestion apparente par le gouvernement de la pire crise économique du Sri Lanka depuis la déclaration d'indépendance de la Grande-Bretagne en 1948.

Un couvre-feu national a été imposé après que des affrontements ont éclaté entre des partisans du parti au pouvoir et des manifestants antigouvernementaux dans la capitale, Colombo, a annoncé lundi la police.

Des manifestants antigouvernementaux ont attaqué des bus transportant des responsables locaux qui se rendaient à Colombo pour assister à une réunion avec le Premier ministre, Mahindha Rajapaska, selon la police nationale.

Devant le pouvoir populaire, Mahindha Rajapaska a démissionné de son poste de Premier ministre et est entré dans la clandestinité. Mais son parti, le SLPP, contrôlait toujours le parlement.

Gothapaya Rajapaska a nommé Ranil Wickramasingha au poste de Premier ministre. Ranil Wickramasingha du Parti national uni aux élections législatives de 2020 a perdu son siège parlementaire et son parti n'a pas représenté de député au parlement.

L'échec de la démocratie populaire, lorsque Ranil Wickramasingha a été nommé Premier ministre, les manifestants l'ont refusé comme Premier ministre et le 9 juillet 2022, le peuple, des milliers de personnes ont défilé vers la Maison présidentielle, la révolution populaire était en marche.

Le président a fui son palais, comme son frère Mahindha Rajapaska, il a également été chassé de leur pouvoir par ceux qui ont voté pour eux.

Gotabaya Rajapaksa a fui le pays le 14 juillet, informant que Ranil Wickramasinghe, le Premier ministre, le représenterait en son absence. Arrivé à Singapour, Gothapaya Rajapaska a envoyé sa lettre de démission faisant de Ranil Wickramasingha, président jusqu'à l'élection par le Parlement d'un président.

Le parlement était composé de 145 députés du parti politique SLPP des Rajapaskas. Ranil Wickramasingha était le protecteur des Rajapaskas et des militaires.

Lorsque Ranil Wickramasingha a été nommé président, avec les forces des militaires, il a décrété un couvre-feu et menacé la population, les manifestants utilisant des véhicules armés.

Le 20 juillet 2022, le Parlement s'est uni pour élire un président et sans aucun doute Ranil Wickramasingha a été élu président avec les voix de 134 députés du parti Rajapaskas SLPP. Ranil Wickramasingha, un homme non élu, sans soutien du peuple, a été élu président par les députés du SLPP qui eux aussi avaient perdu la foi du peuple.

Aujourd'hui le 22 juillet 2022 ; à la veille du génocide tamoul de juillet noir de 1983 où plus de 3000 Tamouls ont été tués, où les commerces tamouls ont été détruits dans la ville de Colombo, le président dominé avait envoyé l'armée et la police pour attaquer et disperser les manifestants qui manifestaient pacifiquement depuis mars 2022 contre le système qui a ruiné le pays.

Ces manifestants, par milliers, voulaient un changement dans ce pays, ils voulaient le bien-être du pays qui a été ruiné par les partis politiques depuis son indépendance.

Aujourd'hui, un élu non populaire est président d'un gouvernement, où les parlementaires ont également perdu la foi du peuple.

En attaquant les manifestants avec la force de l'armée, le Sri Lanka se présente toujours comme un État militaire utilisé par les politiciens pour rester au POUVOIR.

Est-ce que le peuple cinghalais et tous les habitants de cette île s'opposeront à la tyrannie et apporteront un changement au système.

Ce pays comprendra-t-il de ses cendres.

Contact : Thiruchchoti.T

Relation Publique et Affaires étrangères

Tel : 06 52 72 58 67

Email : mte.France@gmail.com